

Objectifs des politiques énergétiques

PRINCIPAUX OBJECTIFS

Les principaux objectifs de la politique énergétique des **pays importateurs** sont généralement au nombre de trois :

- tout d'abord, réduire le contenu énergétique du PIB,
- ensuite, augmenter l'offre nationale d'énergie,
- et enfin, diversifier leurs approvisionnements énergétiques.

Les deux premiers objectifs sont partagés par les **pays exportateurs**, qui ont aussi à gérer leur rente, ce qui suppose :

- d'une part de définir le rythme souhaitable de leurs exportations,
- et d'autre part d'arbitrer entre exportation et consommation interne.

RÉDUCTION DU CONTENU ÉNERGÉTIQUE DU PIB

La **réduction du contenu énergétique du PIB** constitue un premier levier de la politique énergétique.

Elle provient de trois évolutions :

- Tout d'abord, des modifications de structure des secteurs productifs (c'est-à-dire de la réduction du secteur industriel et de la croissance des services)
- Ensuite, de l'élimination des gaspillages (par exemple, on ne chauffe plus les locaux inoccupés pendant le week-end)
- Elle provient surtout de l'adaptation et du renouvellement des équipements de transformation et de consommation de l'énergie, ainsi que des procédés industriels.

Les modifications de comportement n'y sont pas non plus étrangères : la notion de confort, éminemment subjective, a beaucoup évolué au cours des dernières décennies, et on considère aujourd'hui de nouveau normal de porter un pull en hiver.

Le gisement d'économies d'énergie correspond à des domaines où les gains peuvent être obtenus à coût très bas ou nul, mais également à d'autres où ils nécessitent des investissements importants liés à la modification des équipements d'utilisation. Dans ce dernier cas, le rythme de réalisation des économies est fonction du taux de renouvellement du parc d'équipements existant. C'est par exemple le cas en matière d'isolation de bâtiments anciens ou d'introduction de véhicules à basse consommation.

Des aides fiscales ou des subventions de l'Etat peuvent alors être nécessaires pour stimuler l'investissement si la rentabilité macro-économique excède celle que peut estimer le décideur au niveau micro-économique.

AUGMENTATION DE L'OFFRE NATIONALE

L'augmentation de l'offre nationale d'énergie est un second levier de la politique énergétique. Bien évidemment le potentiel de l'offre nationale d'énergie est d'autant plus grand que l'énergie est chère. Un prix directeur élevé de l'énergie favorise non seulement les économies d'énergie réalisées à l'occasion de nouveaux investissements (et qui correspondent à une substitution capital/énergie), mais aussi la rentabilité des sources d'énergie alternatives, comme l'énergie nucléaire, les énergies nouvelles, ou encore les carburants non conventionnels.

En conséquence, l'augmentation de l'offre nationale augmente dans le même sens que la contrainte, mais avec des délais significatifs.

DIVERSIFICATION DES IMPORTATIONS

Enfin, la **diversification des importations** est un troisième levier de la politique énergétique. Elle est rendue possible en substituant à une source d'énergie prédominante qui est généralement le pétrole d'autres sources réputées plus sûres et équivalentes sur le plan des usages.

S'il est certain qu'aujourd'hui le pétrole est la source d'énergie la plus polyvalente et la plus souple d'emploi, une marge de manœuvre assez large existe cependant au niveau des substitutions. Le développement du transport sur de longues distances et de la distribution du gaz naturel offre à ce dernier combustible des perspectives attrayantes.

La diversification politique est aussi possible du fait de l'offre existante dans différentes régions du monde, comme par exemple pour l'Europe au niveau du bassin méditerranéen et de la Fédération de Russie.

Le charbon présente quant à lui l'avantage de ses réserves importantes, qui font reculer le spectre de la pénurie. En revanche, ses contraintes de pollution et le coût des infrastructures nécessaires à son utilisation en limitent le marché, aujourd'hui, aux consommateurs de taille importante. Utilisé en priorité pour la production d'électricité, son approvisionnement ne présente guère de risque politique dans l'OCDE.

La palette d'énergies accessibles reste donc encore suffisamment diversifiée. L'ampleur des chocs pétroliers a pour beaucoup été la conséquence de la prédominance du pétrole dans les importations.

BÉNÉFICES MACRO-ÉCONOMIQUES

Il faut noter que tant les économies d'énergie que le développement des énergies nationales ont généralement un impact positif sur l'emploi. En ce sens, les politiques de maîtrise de l'énergie ont des bénéfices macro-économiques a priori plus grands que celles privilégiant l'importation d'énergie. Ceci reste vrai tant qu'elles ne se traduisent pas par une distorsion au niveau des prix qui vient pénaliser la compétitivité des autres secteurs productifs et tant que leur prélèvement sur l'épargne disponible ne vient pas limiter les possibilités d'investissement dans d'autres secteurs.

L'énergie n'est pas et n'a jamais été une fin en soi. Elle est un facteur de production et un moyen au service de la qualité de la vie, laquelle est assez largement fonction du niveau de développement, du moins jusqu'à un certain seuil.